INSCRIRE SES ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES DANS UNE DEMARCHE RSE

WEBINAIRE

13 MAI 2025

Cekoya Expertise
22 rue Pajol
75876 Paris cedex 18
tél. 01.44.79.15.15
Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de la région Paris Île-de-France

Les intervenants

Delphine Lubrani

- Expert-comptable
- Commissaire aux comptes
- Comité RSE Ordre des Experts-Comptables

Karim Bangoura

- Expert-comptable
- Commissaire aux comptes
- Comité RSE Ordre des Experts-Comptables

CEKOYA Expertise : Un cabinet spécialiste des Comités Sociaux et Economiques

CEKOYA Expertise est une **filiale de SYNDEX** qui est un cabinet au service exclusif des représentants des salariés, depuis près de 50 ans composé de près de 400 experts sur tout le territoire national.

Notre structure est une Société Coopérative de Production (SCOP) porteuse de valeurs sociales et humaines.

CEKOYA Expertise est une société **dédiée à la gestion des Comités Sociaux et Economiques**.

Nous accompagnons plus d'une centaine de CSE dans la gestion efficace de leur structure. Nous proposons les prestations suivantes à nos clients:

- Audit et Expertise des comptes
- Amélioration des procédures et des systèmes d'information
- Conseil en RSE et Finance Responsable
- Et la formation sur ces domaines

Notre offre s'inscrit toujours dans **une démarche efficace et innovante** notamment par l'utilisation d'outils technologiques collaboratifs qui renforce la relation entre le cabinet et nos clients.

SOMMAIRE

1. LES ENJEUX LIÉS AUX ASC ET À LA RSE DANS LES CSE
2. DES AXES CONCRETS D'ACTION POUR LES CSE
3. DU DIAGNOSTIC A UNE DEMARCHE D’ENGAGEMENT

1

LES ENJEUX LIÉS AUX ASC ET À LA RSE DANS LES CSE

Le CSE, un acteur clé de la RSE

En participant à rendre son entreprise plus sociétalement responsable

Sur le volet dialogue social, les CSE ont un rôle croissant

La loi dite « loi Climat » ajoute les conséquences environnementales des décisions de l'entreprise à la liste des responsabilités du CSE.

Rôle actif du CSE

- ❑ Dans la surveillance et la mise en œuvre de pratiques durables au sein des entreprises
- ❑ Dans la proposition de nouvelles initiatives pour améliorer la performance environnementale de l'entreprise.

En intégrant une démarche RSE dans son fonctionnement et ses activités sociales et culturelles

Sur le volet activités sociales et culturelles (ASC), le CSE fournit des prestations destinées à améliorer les conditions de vie, de travail et d'emploi des salariés

La montée des enjeux RSE et le défi climatique amènent à repenser la manière de gérer ces ASC

Rôle actif du CSE

- ❑ Mener une transition énergétique de ses activités
- ❑ Concilier l'urgence écologique, responsabilité sociale et sociétale avec les envies et attentes de ses ayants droits

C'est ce deuxième levier d'actions, dont les élus ont la pleine maîtrise, qui retiendra toute notre attention dans ce webinaire

Le marché des CSE: 11 millions de bénéficiaires (1/2)

- Selon les chiffres du comité d'évaluation des ordonnances travail, plus de 90 000 établissements ont mis en place, au 31 décembre 2020, leur comité social et économique (CSE), parmi lesquels on compte près de 40 000 établissements d'au moins 50 salariés.

- 97 % des établissements de plus de 200 salariés disposent d'un CSE

- Les CSE disposent de 2 budgets consacrés à leur fonctionnement et à l'organisation des Activités Sociales et Culturelles (ASC) qui concernent plus de 11 millions de bénéficiaires. Les CSE sont des acteurs économiques et sociaux qui disposent d'un poids économique très important.

Le marché des CSE: 5 milliards d'ASC et plus du double avec les dépenses induites (2/2)

- Le Sénat estime que le budget ASC est en moyenne de 0,8% de la masse salariale brute. Source : https://www.senat.fr/rap/l13-014/l13-0141.pdf

- Ce rapport du Senat date certes de 2013, mais pour l'instant, cette base concernant le taux moyen pour les ASC, est toujours d'actualité. Notamment à travers ce tableau des ASC :

Tableau n° 2 : Estimation des ressources des comités d'entreprise

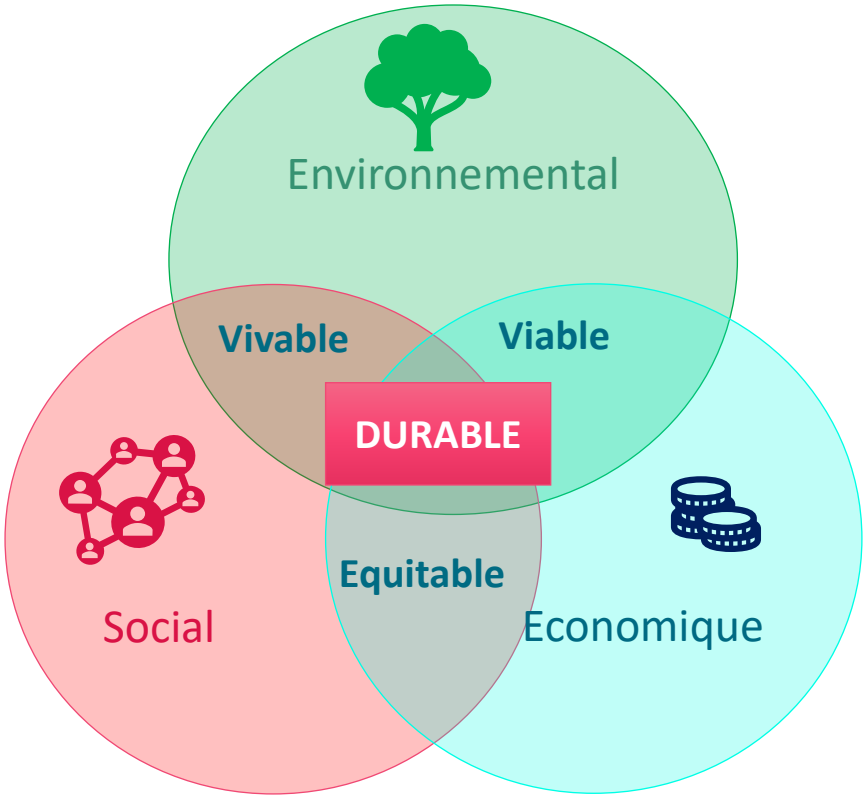
Taille d'entreprise	Nombre d'entreprises en 2009	% d'entreprises concernées	Masse salariale brute moyenne par entreprise (en euros) en 2009	Budget de fonctionnement (0,2 % de la masse salariale brute)	ASC (évalué à 0,8 % en moyenne)	Ressources totales (BF+ASC)
Entre 50 et 99 salariés	29 552	52,48 %	1 874 820 €	3 750 €	14 999 €	18 749 €
Entre 100 et 199 salariés	16 598	29,48 %	4 388 833 €	8 778 €	35 111 €	43 889 €
Entre 200 et 499 salariés	5 300	9,41 %	10 294 940 €	20 590 €	82 360 €	102 950 €
500 salariés ou plus	4 858	8,63 %	60 183 858 €	120 368 €	481 471 €	601 839 €

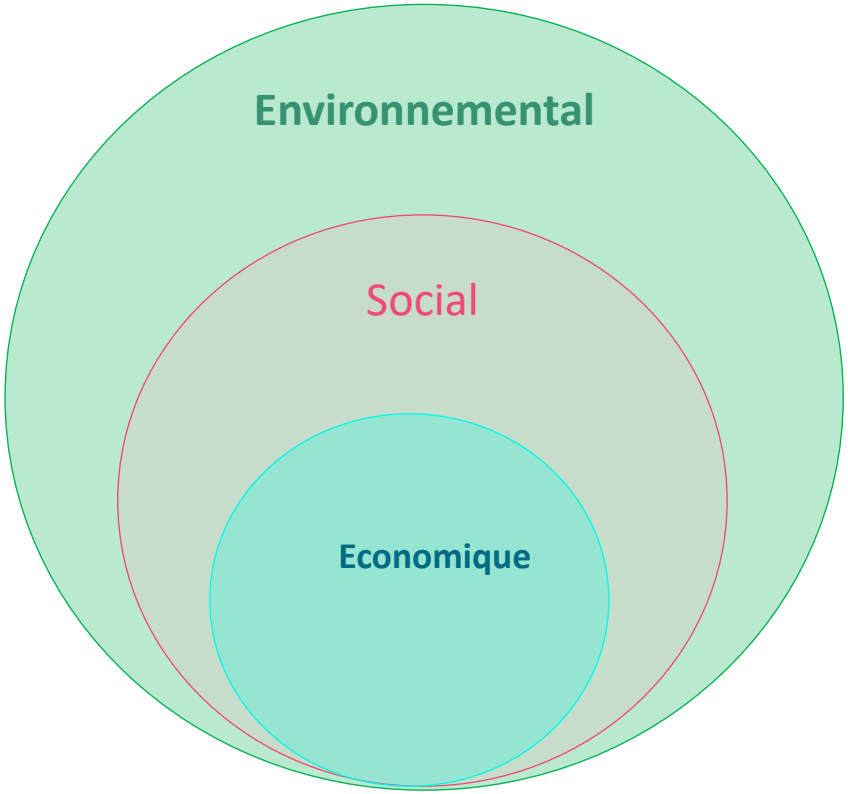
Source : ministère du travail, septembre 2013

- Le budget des ASC est donc évalué à près de 5 Milliards et le budget induit par les salariés fait plus que doubler ce montant.

Les piliers de la RSE

Le développement durable d'un projet est un équilibre cohérent et viable à long terme entre les impacts économiques, sociaux et environnementaux.





Le pilier social est un fondement des ASC

Le CSE prend en compte dans sa politique des ASC des critères sociaux et inclusifs

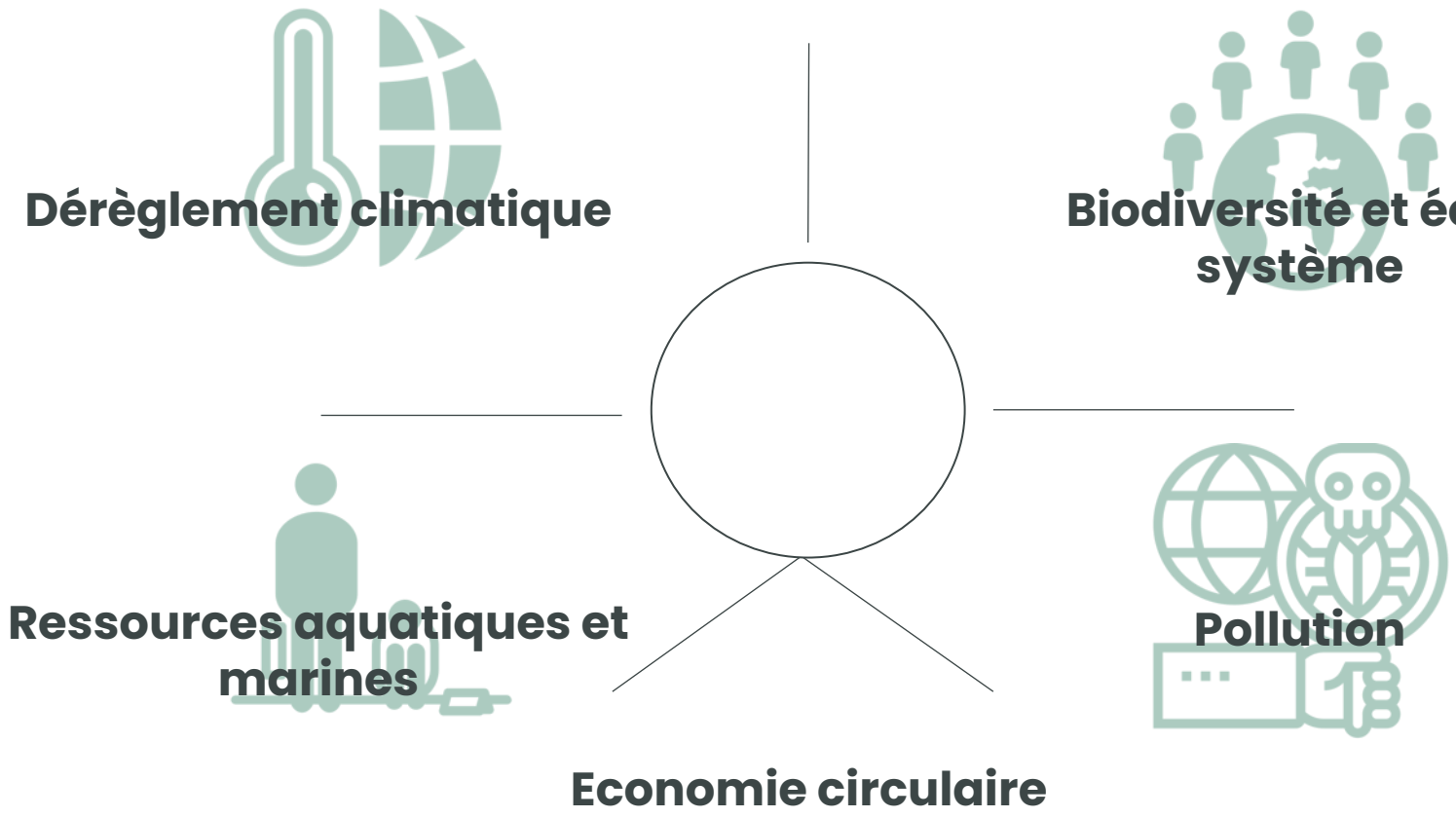
- **Bénéficiaires inclusifs**
  - ↘ CDI, CDD, contrats aidés, temps partiel
- **Inclusion des intérimaires (moyens de transport et de restauration) et anciens salariés**
- **Critères d'attribution modulables**
  - ↘ La situation familiale, le revenu ou quotient familial, et d'autres critères spécifiques

Plus largement, la responsabilité sociale du CSE se matérialise dans ses ASC à travers:

- L'accès à la culture (théâtre et expo…),
- L'accès à l'éducation (cercles d'étude, cours de culture générale …),
- L'accès au bien-être au travail (jardins familiaux, activités psychosociales …).
- En cas de reliquat budgétaire, le CSE peut même allouer des fonds limités de son budget ASC à des associations humanitaires reconnues d'utilité publique, agissant contre l'exclusion ou favorisant la réinsertion sociale au niveau local ou régional.

Mais il convient d'appliquer également cette responsabilité sociale aux autres parties prenantes (fournisseurs, salariés…).

Le pilier environnement des CSE: une dimension encore imparfaitement prise en compte



De Développement Durable à Durabilité

Le Développement Durable (il s'agit d'une théorie économique-naissance dans les années 60) :

« un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs », citation de Mme Gro Harlem Brundtland, 1er Ministre norvégien (1987).

En 1992, Sommet de la Terre à Rio : **un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable.**

Critères ESG Environnement/Social/Gouvernance

Terme apparu dans le monde financier permettant d'évaluer la prise en compte du DD dans la stratégie des acteurs économiques

La Responsabilité Sociétale des Entreprises :

Pour la Commission Européenne, la RSE est **la contribution des entreprises aux enjeux du développement durable.**

Intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec les parties prenantes.

Durabilité

Terme utilisé au niveau de l'Europe, il s'agit des mêmes thématiques reprises sous ce vocable de Durabilité

Vers un engagement RSE : une cohérence globale pour les élus de CSE (1/2)

Quel est le lien entre :

- les actions des élus du CSE sur la RSE de l'entreprise dans leur rôle de contrôle et de dialogue social,
- et la démarche RSE mise en œuvre à travers les ASC qui est un rôle de gestion

Un alignement avec la politique RSE de l'entreprise

- Si l'entreprise a une politique RSE, le CSE peut s'en inspirer ou s'y inscrire dans ses propres actions ASC
- Cela favorise un climat de dialogue et de coopération plus constructif avec la direction.

Cohérence de posture entre "contrôle" et "exemplarité"

- Avec les demandes des élus à l'employeur de respecter des engagements RSE (égalité, climat, inclusion...).
- En mettant en place des ASC responsables, les élus montrent l'exemple dans leur propre champ de compétence, ce qui renforce leur légitimité dans les discussions avec la direction.

Renforcement du rôle du CSE comme acteur de la transformation sociale

- En allant au-delà des œuvres sociales classiques, les ASC responsables permettent aux élus :
- de toucher concrètement les salariés par des actions engageantes,
- et de faire vivre la RSE dans le quotidien (pas seulement dans des réunions).

Vers un engagement RSE : une cohérence globale pour les élus de CSE (2/2)

Création de synergies entre commissions

La commission ASC peut travailler main dans la main avec la commission économique / SSCT pour :

- faire émerger des prestataires responsables,
- intégrer les enjeux environnementaux dans les événements,
- articuler bien-être au travail et culture

Outils communs et montée en compétences

La grille RSE utilisée pour analyser les ASC peut aussi servir à :

- analyser les fournisseurs de l'entreprise,
- poser des questions pertinentes lors des consultations obligatoires (stratégie, égalité pro, transition...).

2

DES AXES CONCRETS D'ACTION POUR LES CSE

2a

Sensibilisation des salariés

Sensibilisation des élus et des salariés à la RSE

Objectif : Créer un socle commun de compréhension et d'envie

- Présenter ce qu'est la RSE, et pourquoi c'est pertinent pour les ASC.
- Montrer des exemples inspirants et concrets.

De nombreuses modalités de sensibilisation s'offrent aux CSE

De nombreuses initiatives permettent d'informer, sensibiliser et modifier les comportements de chacun afin de poursuivre une démarche « éco citoyenne » au sein de l'entreprise:

- E-learning, conférences, formations, concours, forums ou encore théâtre sur mesure

Sur des thématiques variées

Parmi ces initiatives, on soulignera notamment l'organisation d'opérations de **sensibilisations aux valeurs du développement durable** pour que chacun puisse devenir à la fois acteur et consommateur responsable :

- tri sélectif, réduction de la consommation de fournitures, utilisation de matériaux recyclables, réduction, réutilisation, recyclage, sensibilisation aux économies d'eau ou d'énergie… ;

2b

Les achats responsables

Des achats responsables au sens large, c’est :

1. Favoriser des prestataires locaux, éthiques et solidaires
2. Proposer des activités écoresponsables
3. Soutenir l’inclusion sociale et la diversité
4. Investir dans la culture et l’éducation
5. Promouvoir des modes de déplacement durables
6. Adopter une politique d’achat responsable
7. Évaluer l’impact des actions ASC

Favoriser des prestataires locaux, éthiques et solidaires

Impacts

Réduction de l'empreinte carbone
soutien à l'économie locale
création d'emplois inclusifs

Exemples

Acheter les paniers cadeaux auprès d'ESAT (Établissements ou Services d'Aide par le Travail) ou coopératives locales.
Choisir des voyages ou activités organisés par des entreprises engagées (label Tourisme durable, Engagé RSE Afnor...).

Proposer des activités écoresponsables

Impact

Sensibilisation des salariés à la transition écologique

Exemples

Ateliers de réparation d'objets, cuisine zéro déchet, jardinage urbain.
Sorties nature avec approche pédagogique (biodiversité, permaculture...).

Soutenir l'inclusion sociale et la diversité

Impacts

Meilleure cohésion sociale
lutte contre les inégalités

Exemples

Subventions majorées pour les salariés à faibles revenus ou familles monoparentales
Activités adaptées à tous les publics : intergénérationnelles, accessibilité PMR

Investir dans la culture et l'éducation

Impacts

Éveil citoyen
lutte contre l'exclusion culturelle

Exemples

Abonnements culturels (théâtre, bibliothèque, festivals engagés)
Ateliers d'éducation populaire, conférences sur les enjeux climatiques, sociaux ou numériques, fresques du climat, biodiversité, numérique

Réduire l’empreinte carbone des cartes cadeaux

Impacts

Réduction des émissions

Exemples

Favoriser les enseignes qui vendent des produits d’occasion, des spectacles, encourager le don plutôt que la consommation, orienter les dépenses vers les circuits courts…

Promouvoir des modes de déplacement durables

Impacts

Réduction des émissions
meilleure santé des salariés

Exemples

Participation aux abonnements vélo, train ou covoiturage dans le cadre extra-professionnel (vacances, week-end…)
Encouragement des vacances à faible impact carbone

Adopter une politique d'achat responsable

Impacts

Incitation à la consommation durable
limitation des déchets

Exemples

Remplacer les objets promotionnels jetables par des cadeaux utiles, durables, ou dématérialisés
Chèques cadeaux valables dans des enseignes éthiques (label Bio, commerce équitable, seconde main)

Évaluer l’impact des actions ASC

Impact

Meilleure lisibilité des résultats RSE du CSE

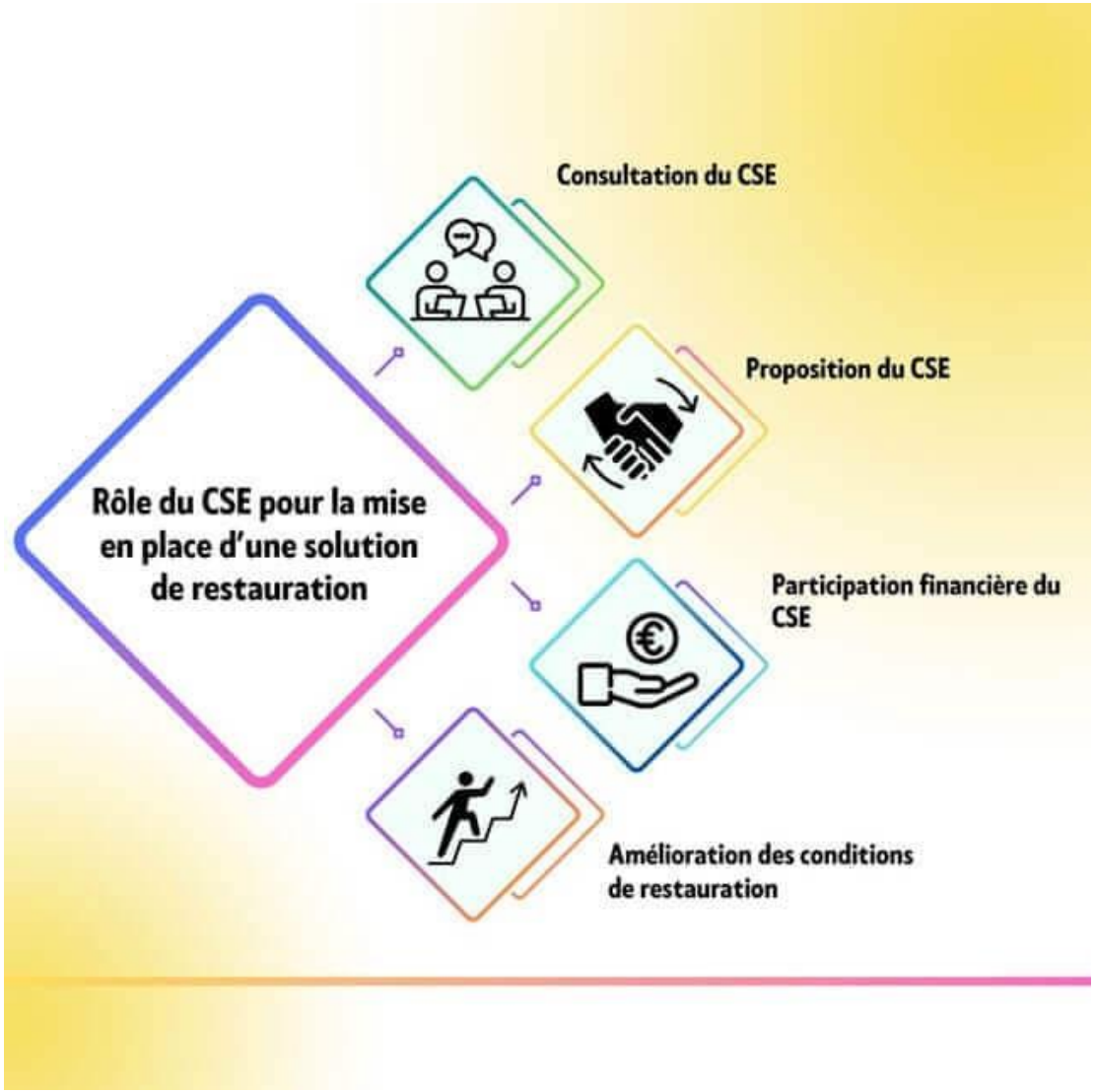
Exemples

Utiliser une grille RSE pour sélectionner les prestataires
Mesurer la satisfaction et l’impact social/environnemental des actions financées

2c

La restauration collective durable

Restauration collective: le rôle du CSE



Le CSE peut œuvrer pour une restauration collective durable

- Qu'elle relève d'un mode de gestion directe ou externalisée, la restauration collective est un important poste de dépenses aux impacts écologiques, économiques et sociaux réels. Elle a d'ailleurs toujours constitué un aspect important de la politique sociale.

- En effet, la restauration concentre des enjeux importants aussi bien pour la **santé des consommateurs** que pour les choix et **usages alimentaires**, et leurs **impacts territoriaux**.

- **Le CSE pourra se positionner progressivement en acteur central sur toutes les dimensions :**

  - **écologiques** dans la prévention et la réduction des pollutions directes de la restauration collective

  - **nutritionnelles et équitables**

2d

Placements financiers & RSO

ISR et finance solidaire

Le CSE peut placer librement les sommes dont il dispose. S'il n'a évidemment pas la possibilité de placer cet argent dans des actions et doit absolument éviter les actifs risqués, il est fréquent qu'il le place dans des SICAV ou sur des livrets, moins rémunérateurs mais très surs.

À ce niveau également, les dimensions sociétales peuvent être prises en compte.

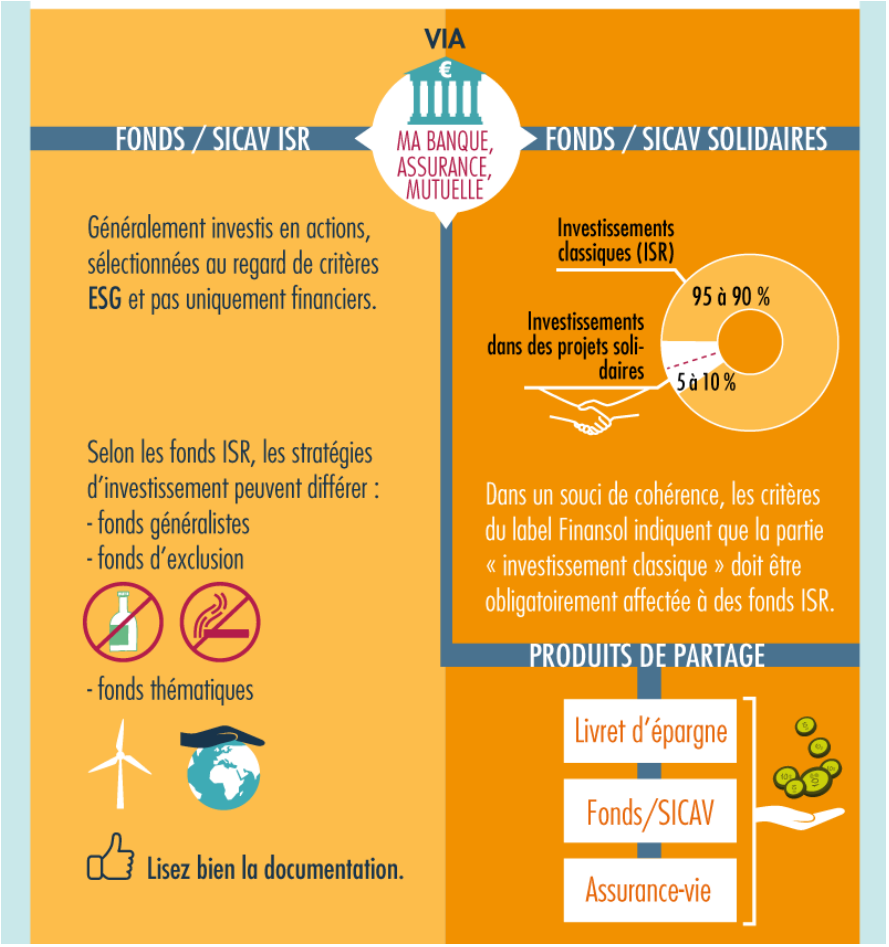
Les établissements financiers proposent deux typologies de produits issus de la démarche RSE : les placements ISR (investissement socialement responsable) et les placements solidaires. Ils participent tous d'une démarche vertueuse, mais ne sont pas identiques.

INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE	FINANCE SOLIDAIRE
Investir avec une notion de **développement durable** en intégrant critères **Environnementaux, Sociaux** et de **Gouvernance** → **ESG**	Investir dans des activités de **lutte contre l'exclusion**, de **cohésion sociale** ou de **développement durable**

Placements financiers solidaires

Il existe deux types de produits d'épargne solidaire :

- les produits d'investissement solidaire pour lesquels la solidarité se manifeste au niveau des sommes placées : pour être solidaire, tout ou partie du montant placé doit financer des projets d'utilité sociale et/ou environnementale ;
- les produits de partage pour lesquels la solidarité se manifeste au niveau des revenus perçus : pour être solidaire, au moins 25 % de l'intérêt généré doit être versé sous forme de dons à une association.



3

DU DIAGNOSTIC A UNE DEMARCHE RSE GLOBALE ET VISIBLE

Comprendre les différentes notions utilisées

REFERENTIEL

- Un référentiel est un ensemble de règles, de pratiques, de critères ou de **lignes directrices** utilisées comme base de comparaison ou de référence.
- Il définit des exigences ou des recommandations pour un domaine donné, mais il n'implique pas nécessairement un processus de validation ou de vérification externe.

NORMES

- Une norme est un document officiel établi par un organisme de normalisation, qui définit des exigences ou des spécifications techniques pour un produit, un service ou un système.
- Les normes sont généralement publiées par des organismes nationaux ou internationaux comme l'ISO (Organisation internationale de normalisation), l'AFNOR (Association Française de Normalisation)

LABEL

- Un label est une distinction ou une marque qui est attribuée à un produit, un service ou une organisation pour signaler qu'il **respecte un ensemble de critères ou de standards spécifiques**.
- Le label peut être délivré par une autorité indépendante, une organisation ou un groupe, et il sert à informer les consommateurs ou partenaires sur la qualité ou les caractéristiques particulières de l'objet labellisé.

CERTIFICATION

- La certification est un processus formel et indépendant par lequel une organisation est vérifiée par un organisme externe et accède à un diplôme ou un certificat officiel attestant qu'elle respecte des normes ou des référentiels prédéfinis.
- La certification repose sur une vérification objective par un auditeur ou un organisme habilité à évaluer la conformité.

Chaque notion peut être utilisée dans une démarche de durabilité

Les principaux référentiels en RSE

Référentiel	Description	Certification
ISO 26000	Lignes directrices sur la RSE (non certifiable)	Non certifiable
GRI	Lignes directrices pour le reporting de durabilité	Non certifiable
SA 8000	Norme sur les conditions de travail et les droits sociaux des travailleurs	Certifiable
ISO 14001	Système de management environnemental	Certifiable
ISO 45001	Système de gestion de la santé et de la sécurité au travail	Certifiable
Global Compact	Engagement volontaire pour intégrer 10 principes de RSE dans les pratiques	Non certifiable
Fair Trade	Référentiel pour garantir un commerce équitable (éthique des producteurs)	Certifiable

À propos de l'ISO 26000

L'ISO 26000 est une norme internationale qui fournit des lignes directrices et des recommandations pour aider toute organisation à améliorer sa responsabilité sociétale (RS) et ainsi contribuer au développement durable sur les plans **environnemental, social et économique**.

L'ISO 26000 n'est **pas certifiable**, car elle ne contient pas d'exigences.

Elle est destinée à ceux qui souhaitent améliorer leurs processus opérationnels et leurs **impacts par le biais de comportements socialement responsables**.

Qu'est-ce qui rend l'ISO 26000 importante et crédible ?

- Elle est conçue pour être utilisée dans tous les contextes organisationnels et culturels, dans n'importe quel pays ou région.
- Elle est flexible, l'utilisateur décidant de la manière dont il souhaite l'appliquer.
- Elle a été négociée à l'international selon la méthode de consensus de l'ISO, impliquant diverses parties prenantes et équilibrant ainsi les intérêts pour refléter la diversité mondiale.

La Responsabilité Sociétale (RS) est la responsabilité d'une organisation pour les impacts de ses décisions et activités sur la société et l'environnement, par un comportement transparent et éthique qui :

- Contribue au développement durable, y compris à la santé et au bien-être de la société.
- Prend en compte les attentes des parties prenantes.
- Est conforme aux lois applicables et aux normes internationales de comportement.
- Est intégré dans toute l'organisation et pratiqué dans ses relations.

Comparaison des Labels RSE

Label	Objectif	Processus	Référentiels
Engagé RSE (AFNOR)	Évaluer le niveau de mise en œuvre de la norme ISO 26000	Demande en ligne, audit audit sur site, rencontres avec l'écosystème	ISO 26000, SD 21000, GRI
LUCIE 26000	Accompagner les entreprises vers l'intégration du développement durable	Auto-évaluation, formation, évaluation supervisée, évaluation finale	ISO 26000
BCorp	Certifier les entreprises à fort impact social et environnemental	Questionnaire "B-Impact Assessment"	Référentiel propre basé sur critères ESG
EcoVadis	Contrôler la RSE dans la chaîne d'approvisionnement	Questionnaire et pièces justificatives, notation par expert	21 critères issus de ISO 26000

Contrôle et audit

- Effectué par AFNOR, avec des évaluations récurrentes pour maintenir la certification
- Supervisé par un comité de labellisation comprenant des experts bénévoles en RSE. Des audits externes sont également impliqués
- Vérification par BCorp, avec une analyse des réponses au questionnaire et des pièces justificatives fournies par l'entreprise
- Notation sur une échelle définie par EcoVadis, en fonction de l'évaluation et des preuves documentaires fournies.

Une démarche RSE structurée du CSE (1/2)

Le CSE peut procéder par étapes :

- En définissant sa vision propre de la RSE ce qui donnera du sens et un cadre aux décisions prises sur les ASC
  - Charte RSE du CSE reprenant les valeurs, engagements, critères de choix.
  - Aligner le plus possible cette vision avec la politique RSE de l'entreprise (si elle existe)
- Ainsi les actions pourront être structurées autour des 3 piliers de la RSE:
  - Social : Inclusion, équité, accessibilité
  - Environnement : Sobriété, mobilité douce, éco-choix
  - Economique/territorial : Soutien aux acteurs locaux et solidaires
- Le CSE mettra en place des critères RSE pour ses dépenses ASC
  - En utilisant une grille d'évaluation RSE
  - En ajoutant des clauses ou priorités dans les appels d'offres ou les demandes de devis
  - Une des premières étapes peut être d'établir le bilan carbone du CSE

Une démarche RSE structurée du CSE (2/2)

- Le CSE pourra formaliser un plan d'action RSE ASC annuel
  - En répartissant le budget ASC avec une part réservée aux projets à impact (ex. 30 %)
  - En planifiant à l'avance : par ex. une action "sociale", une "écolo", une "locale" par trimestre.
  - En documentant les projets (fiches actions, objectifs, prestataires...).
- Les salariés seront impliqués dans la démarche
  - En proposant des sondages pour identifier les attentes (ex. : culture, solidarité, environnement).
  - En co-construisant certaines actions (ex. comité ASC participatif).
  - Et bien sûr en communiquant les résultats : newsletters RSE, panneaux d'affichage, événements
- Le CSE évaluera ses impacts afin d'ajuster continuellement ses actions
  - En mettant en place des indicateurs RSE ASC de suivi de ces impacts :
    - % des prestataires solidaires ou écoresponsables
    - Taux de satisfaction salarié
    - Budget "à impact" réalisé vs prévu
  - Il établira un bilan RSE du CSE chaque année, à présenter en réunion.